

*Questions orales*

Ce même comité a dû annuler deux fois ses réunions la semaine dernière à cause de l'absence des membres de l'opposition. Hier matin encore, aucun membre de l'opposition n'était présent à l'heure prévue, soit 9 heures. Par contre, tous les membres du gouvernement étaient au poste. Ce n'est que 40 minutes plus tard qu'un des membres de l'opposition a eu la décence de se présenter au Comité.

Monsieur le Président, ce comité traversait une période importante puisqu'il devait finaliser son rapport et le présenter à la Chambre. Voilà un autre exemple de nonchalance de la part de l'opposition.

\* \* \*

[Traduction]

**LES PÊCHES**

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Monsieur le Président, la semaine dernière, le ministre des Pêcheries a confirmé à la Chambre pour la première fois qu'on va imposer un quota à la pêche côtière dans le Canada atlantique. Cela va nuire à des dizaines de milliers de personnes, en particulier au Québec, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve. Par-dessus le marché, le rapport Dunn demande qu'on réduise encore les quotas de la morue du Nord. Bref, la pêche côtière traverse une crise grave et le ministre ne lève pas le petit doigt. Je n'aurais jamais cru que je devrais en arriver à dire cela, mais il ne fait absolument rien. Les gens là-bas sont au supplice. Ils sont durement atteints. Ils se tournent vers lui et vers le gouvernement pour obtenir de l'aide en cette période de crise et il leur fait pratiquement un pied de nez. C'est triste et c'est injustifié.

Je le prie de retrouver la saine attitude qu'il avait auparavant lorsqu'il venait d'être nommé ministre et de prendre des initiatives pour venir en aide à ces personnes qui se tournent vers lui en ce moment.

\* \* \*

[Français]

**LE TRANSPORT AÉRIEN**

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, Transports Canada a augmenté les heures d'exploitation de la tour de contrôle régionale de Val-d'Or en mars 1989 pour répondre à des plaintes de transporteurs aériens et, aujourd'hui, les fonctionnaires d'Ottawa et le gouvernement canadien préfèrent une diminution de service pour un coût, en salaires, qui ne sera pas moindre.

Dorénavant, la tour de contrôle de Val-d'Or débutera ses heures d'exploitation à 8 heures, heure locale, afin d'éviter des heures supplémentaires. Les activités se termineront le samedi soir à 18h15, toujours, monsieur le Président, pour réaliser des économies «de bout de chandelle» au détriment de la qualité de service.

**L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**

**Mme Carole Jacques (Mercier):** Monsieur le Président, j'interviens en cette Chambre aujourd'hui afin de féliciter le solliciteur général du Canada dans le dossier de Maxime Gariépy. Nous savons que le solliciteur général a en effet signé, il y a deux jours, le transfert de Maxime au Canada. Il n'en reste qu'aux autorités américaines à approuver le transfert de Maxime dans notre pays.

Vous savez, monsieur le Président, même si un député ne prend pas la parole en Chambre, cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne travaille pas. Nous avons les outils nécessaires afin de faire des pressions auprès des ministres et des hautes instances, à savoir, les caucus régionaux, les caucus nationaux, les caucus provinciaux. Et de plus, le Comité permanent de la justice et du solliciteur général, dont je suis membre, a discuté du cas de Maxime. Alors, courage Maxime et garde espoir. Nous te reverrons bientôt au Canada.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA**

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Les Canadiens sont renversés d'apprendre que la Société Radio-Canada ferme ses stations et suspend son service dans la région atlantique, en Ontario, au Québec et dans l'Ouest, y compris dans des endroits comme Windsor, en Ontario, où il n'y a pas d'autres stations de radiodiffusion. C'est une autre étape de la campagne du gouvernement visant à démanteler nos institutions nationales vitales et à couper tous les liens qui relient le pays.

Le premier ministre parle d'unité nationale à qui veut bien l'écouter. Il dépense des millions de dollars pour créer toutes sortes de comités d'unité nationale. Quand l'occasion lui est offerte de prendre des mesures constructives dans ce domaine, il fait exactement le contraire.

Si le premier ministre croit dans l'unité du pays, son gouvernement va-t-il donner à la Société Radio-Canada l'argent dont elle a besoin pour maintenir les services qu'elle suspend, ou va-t-il dire aux gens de Matane, de Windsor et de Sydney qu'il ne les considère plus comme faisant partie du Canada? Dans ce cas, je dois dire au premier ministre que ces gens-là et le reste des Cana-